



Budget 2026

Retraité.e.s maltraités.es,

Le 6 Novembre : faisons nous entendre!

Le président de la République, les membres du gouvernement, le grand patronat et leurs alliés à l'Assemblée nationale refusent de mettre en œuvre une politique de justice sociale, de justice fiscale, de partage des richesses produites dans ce pays.

La présentation du projet de budget 2026 montre que nos efforts, au travers des luttes menées ces derniers temps, ont permis «d'entre-ouvrir» des portes:

Abandon du travail gratuit (les 2 jours fériés), remise en cause de la loi sur la retraite à 64 ans, en commission des finances: ré-introduction de l'abattement des 10%, la fiscalisation des indemnités journalières pour affection longue durée a été supprimée, l'extinction d'une réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement secondaire et supérieur a été supprimée...



Mais tout cela est fragile et peut, dans le vote final ou absence de vote final, voler en éclat, voir des mauvais coups qui pourraient s'appliquer par ordonnances!

Des mesures injustes sont toujours là :

- ⇒ *gel de l'augmentation des pensions,*
- ⇒ *Refus dogmatique du patronat de revaloriser les retraites complémentaires AGIRC ARRCO bien que le fond de réserve s'élève à 101 milliards d'euros,*
- ⇒ *gel du barème de l'impôt sur le revenu(sauf la 1ère tranche pour l'instant),*
- ⇒ *doublement des franchises médicales, baisse des dotations aux services publics (conséquence : suppressions de 3000 emplois), notamment à l'hôpital, etc...*
- ⇒ *Augmentation des mutuelles pour financer la suspension de la réforme des retraites.*



***Mais le budget militaire augmente de 7 milliards!!
ce qui nous fait dire:
Augmentez nos pensions, pas le nombre des canons!***

L'injustice fiscale perdure, pour preuve :

- la **taxe Zucman** portée par les amendements des 4 groupes de gauche a été rejetée, notamment par le RN ;
- la **taxation des patrimoines financiers des holdings patrimoniales** détenant au moins **5 millions d'euros** d'actifs a été rejetée ;
- l'**exit-tax, autre cadeau fiscal** telle qu'elle existait de 2012 à 2019 est rétablie, afin de freiner l'évasion fiscale des entrepreneurs ;
- **Les grandes entreprises sont épargnées** : la niche fiscale la plus coûteuse, le Crédit Impôt Recherche (7 milliards d'euros par an) reste, bien que de nombreuses études en démontrent l'inefficacité. A cela s'ajoute l'accélération de la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) dont la suppression totale est prévue en 2028, et la division par deux de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises, qui rapportera donc 4 Milliards au lieu de 8.



De plus, un rapport sénatorial établit que les aides publiques s'élèvent à 211 milliards en 2023 (140 milliards en 2018).

Dans le même temps les profits du CAC 40 ont explosé, ils sont passés de 88 milliards en 2018 à 140 milliards en 2024. Un record!

L'argent existe, il y a de quoi financer les retraites et la protection sociale!

Avec les organisations de retraité-es CGT, Solidaires, FSU, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, Ensemble & Solidaires et LSR, mobilisons-nous massivement pour exiger :

- la revalorisation de 10 % de toutes les pensions,
- des mesures pour les petites retraites,
- l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires,
- le droit à la santé et à l'accès aux soins pour toutes et tous,
- le retour de la retraite à 60 ans avec des départs anticipés pour les métiers pénibles,
- le maintien de l'abattement fiscal de 10 %.

***Le 6 novembre 2025, toutes et tous unis.es.
Rassemblements et manifestations***



Alençon: 10H30, devant la Préfecture

Argentan : 17H00, place de la mairie

Flers : 17h00, place du Marché

L'Aigle : 17h30, Place de la Poste